



Memogrames
les éditions de la Mémoire

Claude Renard,
Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge,
Arquennes : Éditions Memogrames ; Bruxelles : Éditions du CarCoB, 2017.

PRÉFACE DE JEAN PUISSANT

Professeur émérite de l'Université Libre de Bruxelles

Les anniversaires se succèdent et se bousculent en ces années 14-18. Ils dictent l'agenda éditorial. L'année 2017 ne peut échapper à la règle, d'autant que son importance ne peut être réduite ni militairement, ni politiquement. Il est possible (je le défends) que dans le futur il soit question de « la guerre de 75 ans » commencée en août 1914 qui s'achèverait avec la chute du rideau de fer puis du mur de Berlin en novembre 1989. Ce long conflit principalement européen, mais largement mondialisé est ponctué de guerres entre états (chaudes ou froides) dont il est largement question aujourd'hui, de guerres civiles et de guerres coloniales, prolongées par l'hypothèse révolutionnaire entamée en Russie en mars 1917 et définitivement close avec la fin de l'URSS en décembre 1991.

Claude Renard, dirigeant du Parti communiste de Belgique, s'est toujours intéressé à l'histoire. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de qualité tournés surtout vers l'explication de l'apparition du Parti communiste après le premier conflit mondial. Tous édités par la Fondation Joseph Jacquemotte. Il s'agit ici de son ouvrage consacré à la relation entre la révolution d'octobre (novembre 1917) et la Belgique et son influence sur la création du Parti communiste à Bruxelles en 1921.

Son approche est restée originale et mérite d'être représentée au public belge. Mais il est nécessaire de reprendre le dossier Belgique dans la première guerre mondiale, très fréquentée ces temps-ci, pour comprendre les réactions belges à 1917. L'auteur me le permet en replaçant de son point de vue la question dans un cadre chronologique et problématique élargi. Lui-même, il le souligne dans sa postface, ne l'écrirait plus de la même manière aujourd'hui.

De fait l'ouvrage est publié en 1967, avant donc mai et août 1968, avant novembre 1989 et décembre 1991. La première partie du livre est consacrée à la faillite de la IIe Internationale, l'affrontement des impérialismes à l'origine de la guerre appartiennent à la vulgate communiste depuis les origines. Elle reste le témoignage fort de la vision d'un jeune et prometteur cadre communiste de l'époque.

Diverses questions méritent ensuite d'être évoquées. La première relève de l'observation de l'absence, au sein du mouvement ouvrier belge, d'opposition, voire de critique ultérieure à la guerre imposée, mais menée unanimement par la Belgique contre l'invasion allemande. La Belgique se démarque ainsi des autres pays belligérants (à l'ouest c'est le seul pays presque totalement occupé et Bruxelles la seule capitale dans ce cas). L'auteur invoque le réformisme du POB et l'absence de positionnement théorique fort pour expliquer cette absence. Étant donné l'importance du mouvement social caractérisé par la récurrence des grèves générales en faveur du Suffrage Universel (1891 - 1893 - 1902 - 1913), le socialisme international s'est illusionné sur ce phénomène considéré comme révolutionnaire, alors qu'il

n'était que réponse à l'immobilisme politique d'une majorité catholique arc-boutée sur une Flandre rurale surpeuplée et sur l'influence dominante de l'église catholique.

Le POB est un parti travailliste créé par les syndicats, réformiste par essence, qui recherche systématiquement son intégration politique, économique et sociale depuis sa création en 1885. Bien sûr, il y eut toujours une aile plus radicale, mais minoritaire. Elle s'efface en 1914 en raison de la violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne et de l'extrême brutalité de l'agression, de la rigueur de l'occupation. Beaucoup de « gauchistes » s'engageront d'une manière ou d'une autre au service de leur pays, outre De Brouckère, De Man, et même Destrée (qui ne peut être considéré comme partie de la gauche socialiste) évoqués par Marcel Liebman¹, citons Paul Conreur principal lieutenant de Defuisseaux dans le Centre en 1887-1889, ou Henri Fuss éminent représentant de l'anarchosyndicalisme avant-guerre. Jamais les Belges n'ont été aussi Belges qu'en 1914-1918.

La 2^e question relève de l'exact état de l'opinion publique et surtout de son évolution durant la guerre. Claude Renard scrute les traces d'attitudes divergentes, pacifistes, conciliatrices. Depuis, divers travaux permettent d'en apprendre plus. Camille Huysmans a affirmé, tardivement, avoir obtenu l'appui d'Albert 1^{er} dans sa volonté d'organiser la conférence de Stockholm. Rien n'a pu être démontré, mais RM Thielemans (1991) confirme que le Roi n'a pas refusé la recherche de conciliation possible avec l'envahisseur, jamais concrétisée en raison de la réaffirmation « ne varietur » des objectifs de guerre de l'Allemagne.

Des sentiments pacifistes naissent avec la prolongation de la guerre et l'horreur qu'elle suscite. Quatre ou cinq femmes belges ont participé à la conférence féministe et pacifiste de La Haye à l'origine du « Comité international des femmes pour une paix durable » (avril 1915). Munies de sauf-conduits allemands, elles se sont néanmoins opposées à toute paix préalable au rétablissement de la Belgique dans ses droits (Sextant 23-24, 2007). Paul Aron (1989) évoque les sentiments pacifistes d'écrivains belges (francophones) dès avant la fin du conflit.

Mais plus que le pacifisme, ce sont les débats qui traversent le mouvement socialiste international qui retiennent l'attention de l'auteur. Aucun belge n'a participé aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, mais Claude Renard cherche les répercussions que ces débats ont pu avoir en Belgique, comme celles des révolutions de mars et novembre 1917 en Russie, les prémices de la formation des premiers groupes communistes. C'est la partie la plus originale de son travail. Faisant œuvre d'historien, il se base, comme responsable de la « Fondation Jacquemotte » qui vient d'être créée, sur les premiers fonds d'archives réunis qui constituent l'amorce de ce qui est devenu aujourd'hui le CARCoB : les fonds Massart, Thonet..., la documentation réunie. Mais aussi des témoignages d'anciens comme Félix Coenen, Georges Van den Boom et Oscar Van den Sompel. Ce dernier attire son attention sur le Vredesgroep der socialistische partij, né à Gand de la JGS locale, mais aussi de militants syndicaux, notamment du syndicat des employés.

Ce groupe gantois, aujourd'hui mieux connus grâce au mémoire d'Yves (Joeri) Puissant, en opposition avec les dirigeants du POB nationaux et gantois, défend à la fin de la guerre une position internationaliste, pacifiste, attentive aux échos de Russie². Certains de ses membres retourneront au

¹ L'ouvrage de Liebman, « Les socialistes belges (1885-1914) » suivi de l'ébauche de la suite (1914-1918) vient d'être réédité par Couleurs livres.

² Puissant, Yves (Joeri), Genese en schipbreuk van de Vredesgroep der socialistische partij (1908-1919) een centriscche hervormings project binne de gentsche BWP tijdens de eerste Wereldoorlog, verhandeling Universiteit Gent, 1993, (promotor H. Balthazar).

POB, d'autres proches de l'activisme flamingant se tournent vers le mouvement flamand, d'autres encore comme l'ouvrier textile den Sompel sont à l'origine du premier groupe communiste de Gand.

L'avant-dernière partie sur les « Heurs et malheurs » du POB posent un problème identique à celle de la première. Affirmer que les réformes réalisées à la sortie de guerre étaient « *une politique de la bourgeoisie... dont les résultats immédiats furent portés à l'actif des chefs du POB* » ou de considérer qu'elles furent adoptées par crainte de la révolution bolchévique relève plus de l'idéologie de l'époque que de l'histoire. La crainte de troubles existe, mais plutôt ceux des soldats allemands en révolte, voire ceux qui éclatent aux Pays-Bas. L'approbation d'une partie de la bourgeoisie capitaliste est incontestable. Solvay (industrie chimique) et Franqui (finance), à savoir deux secteurs intensifs en capitaux, poussent à la réforme avec l'appui du roi, sans oublier l'impulsion internationale (l'article 23) du traité de Versailles. Mais les secteurs intensifs en main-d'œuvre, comme l'industrie minière et la sidérurgie, s'y opposent vivement.

En fait, c'est le programme du POB (1885-1893), des syndicats en particulier, qui est appliqué : suffrage universel, abolition de l'article 310 du code pénal, journée des huit heures, minimum de salaire, liaison des salaires à l'indice des prix négocié dans des commissions paritaires créées en 1919, reconnaissance syndicale.

La thèse de Francine Bolle a bien souligné que, dès avant la libération complète du pays, les manifestes du POB (11 novembre), de la Commission Syndicale du POB (28 novembre) avaient fixé les objectifs et les moyens du plus important mouvement de grèves que le pays a jamais connu (1919-1920)³. Le nouveau ministre du travail Joseph Wauters prenant les mesures nécessaires à la réalisation de ces objectifs avec l'assentiment du gouvernement d'union nationale, soucieux de la reprise des activités la plus rapide possible. Elle souligne également que si le POB obtient ce plein succès grâce à son intégration dans le gouvernement, cette politique suscite d'emblée une opposition ferme d'une minorité de syndicats qualifiés de « lutte des classes » où les communistes joueront un rôle non négligeable.

Mais le Parti communiste (1921), pour ces raisons, ne connaît pas le succès qu'il obtient en Allemagne, en France, en Italie à l'époque. L'ouvrage de Claude Renard n'en contribue pas moins efficacement à faire comprendre l'apparition de ce parti dans un paysage politique qui ne connaissait aucun précédent de ce type.

³ Francine Bolle, La mise en place du syndicalisme contemporain et des relations sociales nouvelles en Belgique (1910-1937), ULB, 2014.